

Lors de deux importantes réunions internationales, j'ai eu l'occasion de rencontrer récemment les ministres des Finances de nombreux autres pays. J'ai pu me rendre compte que nous faisons tous face à des problèmes très difficiles. Je viens également de rencontrer mes collègues des provinces. Nous avons discuté des problèmes d'intérêt commun avec franchise, et je les remercie bien sincèrement de leurs conseils.

Monsieur le président, je profiterai de l'occasion pour parler ce soir de la situation économique, du programme de contrôle et des impôts. C'est en fait la première possibilité que j'ai de communiquer mes décisions à la Chambre et ainsi de nous débarrasser de certaines incertitudes. Je veux aussi permettre à la Chambre d'adopter sans retard les propositions expansionnistes du dernier budget ainsi que les mesures supplémentaires que je proposerai ce soir.

[Traduction]

Voici la situation économique telle que je la vois.

Nous avons réussi à faire baisser le taux d'inflation. Les salaires augmentent moins vite. La hausse des prix des produits non alimentaires n'a pas cessé de ralentir depuis l'établissement des contrôles. Cependant, nous avons subi cette année une augmentation des prix des aliments et une baisse du dollar canadien. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir.

Ces derniers mois, la production n'a pas augmenté comme nous le souhaitions. Même si la situation s'améliorait sensiblement au second semestre, la production globale ne progressera que d'environ 2 p. 100 en 1977 par rapport à 1976. Pour l'an prochain, des experts indépendants prévoient une croissance de 4 à 5 p. 100 seulement. C'est insuffisant pour faire baisser le taux de chômage.

De nouveaux emplois ont été créés au Canada. Nous devrions atteindre l'objectif fixé dans le dernier budget, celui de créer 250,000 emplois. Mais le nombre de Canadiens qui cherchent du travail a augmenté plus rapidement encore. Le taux de chômage est monté à 8.3 p. 100 pour l'ensemble du pays.

Nous devons créer plus d'emplois. Je ne serai satisfait que lorsque toute personne voulant travailler pourra le faire. Mais je ne puis promettre de solution miracle. Nous ne viendrons à bout des problèmes de chômage qu'avec du temps et de l'effort. En fait, il n'existe pas de solutions faciles.

La situation de notre balance des paiements laisse à désirer. Il est vrai que nos exportations ont augmenté grâce à la reprise aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Cela nous permettra d'enregistrer un excédent commercial de plus de 2 milliards de dollars cette année. Néanmoins, il nous faudrait un excédent encore plus grand. En effet, le déficit de notre balance du tourisme s'est alourdi. Au chapitre des intérêts et dividendes et des autres services, nous accusons aussi des déficits importants et croissants. Tous ces éléments ont affaibli le dollar canadien.

Enfin, les recettes du gouvernement fédéral augmentent moins rapidement que prévu. Par conséquent, nos besoins de financement se sont accrues considérablement et notre marge de manœuvre est très limitée.

Voilà la situation. Elle offre un contraste frappant avec la croissance potentielle de ce pays. Nous disposons des ressources, de l'espace, des compétences et d'une tradition d'ardeur au travail. Jusqu'à récemment notre croissance économique a été supérieure à celle de la plupart des autres pays. Il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement à l'avenir.

*L'Adresse—M. Chrétien*

Mon objectif n'est pas une reprise subite, mais temporaire, qui rallumerait l'inflation. Ce que je souhaite, c'est une croissance soutenue de l'ordre de 5 à 6 p. 100 qui permettrait de diminuer progressivement le chômage. Les exportations et les investissements privés doivent être les moteurs de l'expansion. Si nous voulons rétablir nos paiements internationaux, nous devons améliorer notre balance commerciale et résorber le déficit de notre balance touristique. Quant aux entreprises, c'est maintenant qu'elles devraient commencer de nouveaux investissements pour pouvoir produire plus à l'avenir.

Les dépenses publiques ne devraient s'élever que modérément. Cependant, la consommation peut et doit augmenter à peu près au même rythme que l'ensemble de l'économie. C'est la reprise de la consommation et la hausse des exportations qui permettront de résorber les capacités de production inutilisées et qui pousseront les entreprises à investir.

Qu'est-ce qui nous freine? Selon moi, il y a trois facteurs.

En premier lieu, nos marchés d'exportation se sont développés moins rapidement que prévu. De plus, les cours mondiaux du blé, de la pâte de bois et des métaux de base ont été déprimés. Pour qu'une reprise générale de l'économie mondiale s'amorce, tous les pays devront faire leur part.

En second lieu, nous payons en ce moment le prix des hausses excessives de nos coûts dans le passé.

C'est ce qui explique en partie la percée de produits importés sur le marché intérieur au détriment des produits canadiens, ainsi que la forte baisse de l'emploi dans l'industrie manufacturière, la diminution du tourisme, et la tendance des entreprises d'investir plutôt aux États-Unis qu'ici. Les coûts élevés au Canada s'expliquent en majeure partie par les salaires. Le programme de contrôle a permis de réduire les hausses des salaires de 20 p. 100 en 1975 à 8 p. 100 récemment. Par conséquent, nous ne perdons plus de terrain par rapport aux États-Unis, mais nous n'en rattrapons pas non plus.

Nous avons dû renforcer la protection de certaines de nos industries en perte de vitesse, comme l'industrie du textile, en limitant les importations. C'est là un remède à court terme. Si nous voulons avoir une industrie manufacturière rentable et accroître notre productivité, il faut, ici comme ailleurs, que les barrières commerciales soient abaissées et non pas relevées. La baisse du dollar canadien a amélioré notre position concurrentielle internationale, sans pour autant régler nos problèmes. En effet, le fléchissement de notre monnaie fait monter les prix et les coûts au Canada. La vraie solution consiste à réduire l'inflation, afin que nos coûts redeviennent comparables à ceux de nos principaux concurrents.

● (2010)

[Français]

En troisième lieu, ce qui nous freine, c'est la perte de confiance. Ce sentiment est en partie la conséquence de l'inflation, d'une croissance lente et du chômage. Cette vague de pessimisme semble exagérée, parce qu'elle ne tient pas compte des progrès réalisés dans la correction des excès du passé et dans la préparation de la croissance future.

Ce sentiment est en partie aussi la conséquence de l'instabilité politique. Les Canadiens sont inquiets au sujet de l'unité de leur pays et cette inquiétude ne peut qu'aggraver nos difficultés économiques. Je ne doute point que la population du Québec, dans son écrasante majorité, est convaincue que le Canada est son pays. Le Québec ne se séparera pas du